

Solidarité citoyenne avec les lanceurs d'alerte à l'appel de la CGT,FSU, ATTAC,LDH,PCF

L'affaire LuxLeaks a mis en évidence, pour les populations dans toute l'Europe, le scandale de l'évasion fiscale et la complicité de l'Etat du Luxembourg. Deux nouvelles échéances judiciaires sont prévues ce mois de janvier : le 9 janvier au Tribunal de Grande Instance de Metz et le 11 janvier au Luxembourg.

Le comité de soutien aux lanceurs d'alerte et de lutte contre l'évasion fiscale appelle à un rassemblement de solidarité avec Edouard Perrin et Raphaël Halet ce mardi 9 janvier à partir de 9h00 et appelle à assister à l'audience en référé.

Edouard Perrin et Raphaël Halet ont engagé une procédure judiciaire pour mettre en lumière les méthodes de PWC et la grande célérité de la justice française qui a permis à une société luxembourgeoise de connaître le nom d'un journaliste qui ne faisait que son travail. Le secret des sources n'a pas été respecté. En moins de 24h, la justice française, sur demande expresse d'une entreprise luxembourgeoise, a autorisé la saisie de matériel informatique lors d'une saisie d'un huissier de justice qui ressemblait à s'y méprendre à une véritable perquisition. La rapidité de la procédure a de quoi étonner les justiciables.

La justice française et les pouvoirs publics doivent tirer toutes les conséquences de tels faits pour mieux assurer la protection des sources et la garantie des lanceurs d'alertes et de tout citoyen susceptible de connaître des informations portant atteinte au secret des affaires.

La lutte contre l'évasion fiscale n'est pas gagnée (même si de notables avancées ont été obtenues) ni en France ni en Europe. Le Luxembourg ne figure pas sur la liste des paradis fiscaux.

La solidarité avec Raphaël Halet et Edouard Perrin et l'ensemble des lanceurs d'alerte doit encore se renforcer. Les citoyens ont la possibilité de venir les soutenir et les accompagner ce mardi. Ce combat engagé par Antoine DELTOUR, Raphaël HALET et Edouard PERRIN est un combat qui intéresse toute la société, il peut progresser et être gagné si tous les citoyens s'y engagent plus fortement. C'est le sens de notre appel d'aujourd'hui.